

**Nations unies - Situation en
Birmanie - Intervention du
représentant permanent de la
France auprès des Nations unies**
(New York, 12 décembre 2017)

Monsieur le Président,

Permettez-moi tout d'abord de remercier chaleureusement le secrétaire général adjoint pour les affaires politiques, M. Jeffrey Feltman ainsi que la représentante spéciale en charge des violences sexuelles en conflits, Mme Pramila Patten, pour leurs exposés très éclairants.

La situation des Rohingyas de l'Arakan demeure un sujet de grave préoccupation pour la France. Le ministre de l'Europe et des affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, en a fait part aux autorités birmanes lors de son déplacement en Birmanie le 20 novembre. Les faits sont connus, ils ont été rappelés : 646.000 Rohingyas ont été contraints de fuir la Birmanie pour le Bangladesh depuis le 25 août et encore aujourd'hui des centaines de Rohingyas continuent de rejoindre le Bangladesh ; des centaines de villages ont été brûlés ; des violations «systématiques et organisées» des droits de l'Homme ont été rapportées par le Haut-commissariat aux droits de l'Homme et d'autres acteurs de terrain.

Dans ce contexte, je souhaiterais formuler trois remarques principales :

1/- La première porte sur la mise en oeuvre de la déclaration présidentielle adoptée il y a tout juste un mois. Face à ce qui est, il faut le rappeler, un nettoyage ethnique, le conseil de sécurité s'est mobilisé et s'est exprimé dans des termes forts. Ce texte, qui est une feuille de route à l'aune de laquelle le conseil de sécurité doit évaluer les progrès réalisés, reconnaît les premières mesures prises par les autorités birmanes, tout en formulant des exigences très précises pour tenter de répondre aux souffrances des Rohingyas.

L'accord intervenu le 23 novembre entre la Birmanie et le Bangladesh au sujet du retour des réfugiés est un premier pas afin de permettre un retour sûr, digne et volontaire des réfugiés Rohingyas en Birmanie, lorsque les conditions seront réunies. Mais d'importants progrès restent à accomplir et il est essentiel, pour cela, que le Haut-commissariat aux réfugiés puisse être associé à ces discussions et, en particulier, participe pleinement au groupe de travail conjoint annoncé. En l'état, nous jugeons, sur la base notamment des critères établis par le Haut-commissariat aux réfugiés, que les conditions du retour des réfugiés ne sont pas réunies ; nous serons très attentifs à l'évolution de la situation. Afin de mettre en place les conditions favorables de ce retour, il est indispensable que des mesures soient prises dans l'Arakan en faveur de la reconstruction, de la réconciliation et du respect des droits de l'Homme.

Sur le plan humanitaire, les progrès sont également insuffisants. L'accès accordé au Programme alimentaire mondial est une première étape positive, qui a permis d'aider les populations restées dans l'Arakan. Mais il est urgent d'élargir cet accès en vue d'établir un accès humanitaire entier, sûr et sans entrave au profit des populations qui en ont besoin.

Dans le domaine des droits de l'Homme, les témoignages qui continuent à nous parvenir sont très alarmants. Les violations se poursuivent en toute impunité, alors que ni le Haut-commissariat aux droits de l'Homme, ni la mission d'établissement des faits n'ont accès à l'Arakan. Certains des actes commis de manière systématique dans l'Arakan pourraient être constitutifs de crimes contre l'humanité. Lors de la session extraordinaire du conseil des droits de l'Homme, le 5 décembre dernier, le Haut-commissaire Zeïd a évoqué des témoignages concernant des jeunes filles violées, égorgées ou brûlées ou qui ont subi des viols collectifs jusqu'à la mort. L'incitation à la haine sur des bases ethniques vise, comme l'a très bien dit la Représentante spéciale, à déshumaniser certaines communautés comme les Rohingyas, et continue de nourrir les racines de la violence. Il est urgent de mettre en place des mesures sérieuses pour enquêter sur les violations et poursuivre les auteurs afin de faire cesser ce climat d'impunité. Il est essentiel que toute la lumière soit faite sur ces accusations particulièrement graves, y compris par la mission d'établissement des faits du conseil des droits de l'Homme qui doit être autorisée à se rendre dans l'Arakan.

Enfin, s'agissant de la mise en oeuvre des recommandations de la commission Annan, la mise en place d'un comité consultatif d'experts, comprenant des personnalités internationales, que le gouvernement birman vient d'annoncer, doit permettre d'assurer un suivi régulier et rigoureux des mesures prises. La France encourage les autorités birmanes à poursuivre leurs efforts en ce sens.

2/- Ma deuxième remarque concerne la vulnérabilité des réfugiés et des personnes déplacées internes face aux différentes formes d'exploitation et de violences sexuelles. Je renouvelle mes remerciements chaleureux à Pramila Patten pour sa présence aujourd'hui et pour son témoignage. Les violations dont vous faites part sont particulièrement alarmantes et il faudra tout mettre en oeuvre pour protéger les réfugiés et les déplacés, là où ils se trouvent mais également lorsqu'ils souhaiteront retourner chez eux. Nous sommes vivement préoccupés par les informations transmises par l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) : l'exploitation et les abus sexuels, dont des petites filles et des enfants sont également victimes, sont totalement inacceptables. Nous condamnons les mariages précoces et forcés dont des jeunes filles, âgées pour certaines d'à peine une dizaine d'années, sont en ce moment même les victimes.

3/- Enfin, ma troisième et dernière remarque porte sur l'importance que les Nations unies, et en particulier le conseil de sécurité, restent pleinement mobilisés sur ce sujet. Si les premières mesures prises par les autorités birmanes méritent d'être saluées, les engagements doivent encore se traduire en actes. Dans chacun des domaines évoqués par la déclaration présidentielle adoptée par le conseil le mois dernier, beaucoup de progrès reste à accomplir.

Il convient ainsi de rendre pleinement opérationnel le mandat d'envoyé spécial, comme le demandent la déclaration présidentielle du 6 novembre et la résolution adoptée en troisième commission de l'Assemblée générale il y a quelques semaines. Doté des ressources et moyens adéquats, cet envoyé spécial permettra de renforcer le suivi de la question au secrétariat et les

démarches auprès des autorités birmanes.

Monsieur le Président,

La France réitère son plein soutien à la transition démocratique birmane et aux efforts du gouvernement conduit par Mme Aung San Suu Kyi en vue de faire progresser l'État de droit en Birmanie. Face au drame majeur qui se joue dans l'Arakan sur le plan humanitaire et sur celui des droits de l'Homme, la France continuera d'insister, en particulier au conseil de sécurité, sur les trois urgences complémentaires qui s'imposent : mettre fin aux violences et aux discriminations contre les Rohingyas ; permettre un accès humanitaire complet, sûr et sans entrave aux populations qui en ont besoin ; et faciliter le retour volontaire, quand les conditions seront réunies, des réfugiés, conformément aux standards internationaux. La France poursuivra également son dialogue avec les autorités birmanes à ce sujet, dans le suivi de la visite du ministre français de l'Europe et des affaires étrangères en Birmanie.

Je vous remercie./.